

Séance ordinaire du jeudi 18 juillet 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Rémi ASSIE ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christian DUMONT, Rabii YOUSSEF

Elaboration du Protocole d'engagements renforcés et réciproques - Contrat de ville - Présentation des grands principes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La circulaire 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques qui sera ajouté au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduira au niveau local la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et de celle de chacun des partenaires.

Il est prévu d'associer l'ensemble des parties prenantes à la démarche (les conseils citoyens, les associations et les entreprises) et d'identifier les grands projets (NPNRU, cités éducatives...) relevant des champs affichés dans le pacte de Dijon mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités (en veillant à les rendre identifiables par les habitants).

Ce protocole doit notamment prendre en compte et intégrer les priorités gouvernementales au travers des 5 programmes issus de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : Sécurité, Education, Emploi, Logement, Lien social, ainsi que les éléments issus de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Comité de pilotage du contrat de ville a acté lors de sa réunion du 26 mars 2019 une méthodologie intégrant les éléments cités ci-dessus. Depuis, la déclinaison de cette dernière s'est traduite par :

- L'organisation le 9 mai d'ateliers participatifs sous la forme d'un world café, associant conseillers citoyens, associations, entreprises et services des différentes institutions. Plus de 100 personnes y ont participé dont 35% de conseillers citoyens. Cette démarche concertée et très appréciée des acteurs présents a permis de poser collectivement un certain nombre de constats tout en envisageant des propositions de réponse autour de huit ateliers :

- Quelle évolution de l'offre d'insertion professionnelle en faveur des habitants ?
- Comment accompagner l'évolution des problématiques en matière de loisirs, de prévention et d'insertion des jeunes publics âgés de 12 à 20 ans ?
- Quelle articulation des différents partenaires en faveur de la réussite scolaire des enfants ?
- Quels services développer pour faciliter les démarches administratives au quotidien ?
- Comment impliquer les habitants dans l'amélioration du cadre de vie de leur quartier ?
- Comment lutter et s'impliquer contre les incivilités ?
- Comment favoriser l'usage de toutes et de tous de l'espace public ?
- Comment améliorer l'information vers les habitants ?

- Des réunions interinstitutionnelles à l'occasion de 5 Groupes de travail projet, thématiques, organisés entre le 20 et le 28 mai, aboutissant à l'actualisation des 75 fiches opérationnelles du contrat de ville.

Ces échanges se sont nourris des conclusions de l'évaluation, de l'évolution du contexte depuis 2015 et des conditions de mise en œuvre depuis 2016, autour des 5 thématiques suivantes :

- Education, parentalité et jeunesse
 - Sport et culture
 - Accès aux droits et santé / Alphabétisation -plateforme linguistique
 - Gestion urbaine de proximité/ insécurité et prévention de la délinquance /citoyenneté - lien social
 - Podem (développement économique, emploi et insertion)
- Une réflexion interinstitutionnelle autour de la mobilisation renforcée des politiques de droit commun de chaque partenaire devant aboutir à la définition d'engagements renforcés et réciproques.

Les travaux déjà réalisés permettent de mettre en avant des propositions d'évolution du contenu du contrat de ville qui vont demander une mobilisation des politiques de droit commun au service des habitants des quartiers. Peuvent être citées :

- La mise en place de coordinations territoriales et thématiques permettant une plus grande cohérence et une lisibilité de l'action publique,
- La facilitation des parcours tels que:
 - le parcours éducatif, culturel et sportif des jeunes dans le cadre de dispositifs tels que celui de la cité éducative sur la Mosson, ou encore des animations sportives;
 - le parcours facilitant l'accès aux droits des habitants (éviter le non recours et lutter contre l'illectronisme) et l'insertion sociale s'appuyant sur une logique transversale et partenariale;
 - le parcours lié à l'insertion professionnelle déjà particulièrement bien développé dans le cadre du PODEM, dont le côté innovant et réussi a été mis en exergue à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville.

Les actions qui vont permettre la mise en œuvre de ces parcours sont en cours de discussion avec les partenaires (Etat, Métropole, Ville, Département, Région, CAF), tous devant annoncer, au regard des objectifs affichés dans le contrat de ville, leurs engagements renforcés, en fonction de leurs compétences et donc de leur propre politique de droit commun.

Le croisement de ces engagements permettra la déclinaison du pacte de Dijon et ainsi la rédaction du Protocole d'engagements renforcés et réciproques.

Au dernier trimestre 2019, ce protocole sera soumis au Conseil municipal pour approbation et autorisation de signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des principes énoncés d'évolutions du contrat de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 26 juillet 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190718-92457-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/07/19
Réception en Préfecture : 29/07/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.